

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr. GENERALE
T/PET.7/265/Add.1
9 octobre 1951
ORIGINAL : FRANCAIS

INDEX UNIT

5 NOV 1951

PETITION DES CHEFS ATA QUAM-DESSOU, FIO AGBANO II ET SEBASTIEN D
MLAPA IV CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Note du Secrétaire général : Conformément à l'article 85 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre ci-joint aux membres du Conseil de tutelle et au Gouvernement italien, en sa qualité d'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle de la Somalie, une communication en date du 20 septembre 1951 émanant des Chefs Ata Quam-Dessou, Fio Agbano II et Sebastien D. Mlapa IV et concernant le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française. Cette communication constitue un addendum à la pétition figurant dans le document T/PET.7/265.

51-42510.

Anecho, le 20 Septembre 1951

Ata QUAM-DESSOU

Chef des Adjigo - Vice-Président à l'Assemblée Représentative du Togo.

Fio AGBANO II.

Chef de Glidji - Délégué à l'Assemblée Représentative du Togo.

Sébastien D. MLAPA IV

Chef de Togoville - Délégué à l'Assemblée Représentative du Togo.

à Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.
Lake-Success - NEW-YORK

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous avons l'honneur de vous confirmer les termes de notre Radiogramme du 24 Août 1951^{1/} dont citation : "Secrétaire Général ONU Lake-Success - HONNEUR VOUS SIGNALER AVEC INDIGNATION ATTITUDE AUTORITE ADMINISTRANTE EN VIOLATION FLAGRANTE CHARTE ONU TRADITION EWE ET ARRETE LOCAL 2 DECEMBRE 1949 CONCERNANT CHEFFERIE STOP CONTRAINTE EXERCEE SUR POPULATION POUR ACCEPTER CHEFS PARTI PROGRES AUX FINS FORMER MAJORITE DELOYALE CONTRE IMMENSE DESIR UNIFICATION EWE DEGENERER EN TUERIES STOP RESULTAT UN INDIGENE TUE VILLAGE AGBETIKO 10 COURANT ET HUIT MORTS FUSILLES VILLAGES VOGAN 23 COURANT PAR POLICIER TIRANT SUR FOULE SANS ARMES STOP VOUS CONJURONS ENVOYER MISSION ENQUETE ETABLIR RESPONSABILITES SUR PLACE EN VUE EVITER FAUX RAPPORTS AUTORITE ADMINISTRANTE - STOP. LETTRE SUIV. ATA QUAM-DESSOU AGBANO II CHEF MPALA. Fin citation."

Nous regrettons d'avoir mis quelque retard à vous faire parvenir la présente lettre. Ce retard néanmoins a pu être utile à quelque chose, puisqu'il nous a permis de grouper dans cette lettre les incidents qui ont suivi la Tuerie du 23 Août 1951.

C'est un aperçu historique que nous vous donnons ici.

Le Chef Paul KANLIPE était un vénérable vieillard qui avait, pendant plus d'un demi siècle administré l'important bourg de Vogan situé à quelque 25 km. de la ville

^{1/} Note du Secrétariat : Document T/PET.7/265

d'Anécho. C'est l'un des cantons les plus importants et les plus peuplés de cette Circonscription Administrative. Il s'y tient tous les Vendredis une grande foire de produits vivriers. C'est aussi l'un des centres de l'habitat du groupement ethnique EWE. Et, dès le début de nos revendications pour l'Unification Ewe, le peuplement Ewé de notre District considérait ce Village comme le Leader de notre politique commune. Du reste, le Chef Kanlipé était l'un des signataires des nombreuses pétitions au sujet de nos revendications.

En 1938, ce Chef voyant qu'il avançait en âge avait désiré s'adjoindre comme Vice-Chef son Fils Jacob Kanlipé. La lecture de la lettre (Annexe I) démontrera puissamment que le noble vieillard s'était trompé du tout au tout en ce qui concernait ce Fils; c'était un mauvais sujet, indigne de la confiance paternelle et qui allait terminer tout bonnement entre les quatre murs d'une prison, une carrière de Chef dont son père pensait qu'elle pouvait être prospère.

Du reste, l'année d'après sa désignation comme Vice-Chef, le vénéré Chef Kanlipé était déjà revenu de son erreur sur le caractère de ce Fils peu recommandable : témoin la lettre qu'il écrivait, en décembre 1939, au Chef du Territoire d'alors pour dire, presque avec larmes ce qu'il pensait de ce sieur Jacob. (Annexe II).

Après qu'il eût goûté de la prison, son père estimait, à juste titre d'ailleurs, que ce premier séjour dans cette maison de correction ne l'avait nullement assagi. Jacob continuait à faire des frasques plus retentissantes que les premières à telle enseigne que le père se vit obligé de demander au Tribunal de Police correctionnelle de ramener le jeune dévoyé dans le droit chemin (Annexe III).

Il faut reconnaître que ce sujet exceptionnel (J. Kanlipé) emporté dans le torrent de ses vices, avait néanmoins de rares moments de lucidité pendant lesquels il essayait de remonter le courant, témoin la lettre d'amende honorable qu'il écrit en Octobre 1941 à son père pour implorer son pardon. (Annexe IV).

L'opinion publique du Village renseignée sur son compte le força à s'éclipser de la scène politique jusqu'en 1950 où l'Administration locale, pour lui redonner quelque prestige, lui nommait Président du Tribunal Coutumier Ouatchi sis à Vogan : il constituait alors l'un des pions gagnants que cette Administration poussait doucement sur l'échiquier politique dans le but de contrecarrer nos revendications.

A cette époque là le Vieux Chef Kanlipé de son côté mourait lentement, miné par la maladie qui devait le conduire à la tombe.

La vieille ambition de Mr. Jacob Kanlipé de succéder à son père se réveilla soudain, ayant trouvé dans les conjonctures présentes le meilleur terrain de culture qui se puisse découvrir.

Mais la Population était à l'écoute; les manœuvres d'approche du sieur Jacob Kanlipé ne pouvait échapper à son attention et il lui était facile de deviner que ce dernier ne nourrissait point d'autre désir que celui de recueillir la succession de son père.

Le 30 Juin 1951, les Notabilités de Vogan écrivaient une lettre à Monsieur le Commandant de Cercle pour lui rappeler qu'il y avait lieu de constituer un Régent à la place du Chef malade et peut-être déjà décédé. (Annexe V).

La réponse à cette missive leur est parvenue peu après par le truchement de Monsieur Jacob Kanlipé qui a eu soin de ne la leur transmettre que sous forme de copie. (Annexe VI).

Le 16 juillet 1951, ces mêmes Notabilités faisaient observer à l'Autorité locale que les règles coutumières devaient être observées et qu'une dynastie de père en fils ne pouvait être imposée d'autorité sans la consultation populaire (Annexe VII).

Le 2 Août 1951, l'Autorité locale a estimé qu'elle devait passer du stade de résistance passive à celui de l'action : un détachement de Police sous la conduite d'un Officier de Gendarmerie s'installait sur place à Vogan dans le but d'intimider la population et l'emmener, par la peur de se soumettre au vue de l'Administration en ce qui concerne la succession en cause. Il devenait évident que l'Autorité désirait passer outre les règles coutumières et les textes de loi afin d'imposer son homme de main.

On ne conçoit pas qu'un détachement de Gendarmerie puisse rester dans l'inaction parmi cette population. Des arrestations avaient déjà lieu avec l'inévitable cortège de coups de trique et de soufflets. Fort de la présence de la Gendarmerie, Mr. Jacob KANLIPE a fait annoncer au son de gon-gon qu'il était devenu chef et que quiconque le méconnaîtrait serait saisi par les Gendarmes. Cette provocation a forcé les Notabilités à écrire au Chef du Territoire (Annexe VIII).

Ici nous sommes obligés de faire un "distinguo". Sur la place de Vogan existent deux tribunaux. Le tribunal coutumier ouatchi présidé par M. Jacob KANLIPE institué par l'Autorité locale pour régler les litiges de tous les justiciables ouatchi du Cercle d'Anécho, puis le tribunal de village de Vogan habituellement

présidé par le sous-chef ZEBADA et d'autres assesseurs. Ces deux tribunaux se tiennent en deux endroits différents et le fait pour Mr. Jacob KANLIPE de vouloir cumuler les deux fonctions de juge marquait qu'il était devenu le chef de village.

La population s'est alors opposée à ce qu'il se présente au tribunal de village. Le 23 Août 1951, ce tribunal de village devait siéger : prévenant la résistance de la population, M. Jacob KANLIPE a requis le secours de la Police pour s'imposer comme juge à la place du sous-chef ZEBADA. La police a commencé ses brutalités pour refouler la foule. Devant la résistance de cette dernière, l'Adjoint au Commandant de Cercle, Mr. Paul Richard a tiré le premier coup de feu en donnant l'ordre aux gardes de Cercle de l'imiter. On sait la suite : 7 morts dont 2 femmes et 14 blessés. L'un de ceux-ci a dû être amputé d'un bras et un autre d'une moitié de main. La plus cruelle indignation que nous avons jusqu'ici enregistrée c'est que l'Autorité administrante a arrêté et enfermé les blessés dans la Prison où ils attendent le sort que la justice leur réserve ce, malgré leurs graves blessures et leur souffrance.

AFFAIRE AGBETIKO : Depuis trois ans, une contestation de chefferie opposait deux candidats : Grégoire AMOUZOU (CUT) Ayité HOUNOVI (PTP).

Mr. Grégoire AMOUZOU au cours d'une consultation populaire avait gagné la partie contre les vœux de l'Administration. Celle-ci, au lieu de confirmer cette désignation, eut l'idée de créer deux chefs dans ce village, quant vint enfin l'arrêté N° 951/49-APA du 2 Décembre 1949 pour instituer la procédure d'arbitrage de six chefs en cas de contestation de chefferie. Le litige a suivi cette procédure; derechef, Monsieur Grégoire AMOUZOU est sorti vainqueur, mais il était le candidat indésirable : son malheureux antagoniste porta ce litige devant le tribunal coutumier mina qui trancha en sa faveur. Cette déviation de procédure vers le tribunal coutumier n'a jamais été prévu par l'Arrêté sus-dit. L'Autorité locale s'appuyant sur la sentence rendue par ce tribunal s'est présentée le 10 Août 1951 au village d'Abgétiko pour installer arbitrairement Ayité HOUNOVI dans ses fonctions de chef de village. Une bagarre a suivi et un homme est resté sur le terrain.

Dans l'un comme dans l'autre cas, seule l'immixtion de l'Administration locale dans les affaires de nomination de chefs a provoqué ces regrettables incidents.

Cela faisant, cette Administration sort nettement du cadre de l'Arrêté N° 951/49 - APA du 2 Décembre 1949 qui en l'occurrence lui prescrit un simple rôle de ratification, lui interdisant de prendre part à la désignation d'un chef, ceci constituant un acte de droit coutumier situé en dehors de son ressort. Cette Administration eut été mieux inspirée en se cantonnant dans une position de stricte neutralité et en jouant entre les clans opposés le rôle de pacification qui lui était dévolu.

Cette tactique entre bien dans le plan de l'Autorité administrante, le plan de la résistance passive qu'elle croit devoir opposer à notre légitime demande concernant l'Unification Ewé et le Self-Government.

De session en session, chaque résolution adoptée par le Conseil de Tutelle démontre de mieux en mieux la légitimité de notre cause. Le renvoi de session en session de la solution du problème Ewé semble être le résultat de cette stratégie et alors ce fâcheux ajournement sinédie, permet à l'Autorité administrante de passer maintenant à la résistance active en tuant nos compatriotes sans armes, à bout portant.

Notre Radiogramme a attiré votre attention sur l'urgence d'une enquête sur lieux consécutive à la tuerie de Vogan : si le Conseil de Tutelle ne manifeste aucune réaction en face de tels actes de violence, l'Autorité locale, ayant pris goût à ce sanglant jeu, sera encouragée à rééditer ailleurs les fâcheux incidents de Vogan.

Nous avons l'honneur, Monsieur le Secrétaire Général, d'attirer la bienveillante attention du Conseil de Tutelle sur les obligations sacrées dont il a la charge au regard du monde civilisé et au milieu de notre détresse nous conservons quand même l'espoir qu'il ne faillira pas à sa tâche : celle de jeter un regard de contrôle assidu sur la gestion des affaires d'un Territoire appelé à obtenir son indépendance dans un avenir proche.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre haute considération.

(Signatures) Ata Quam-Dessou

Fio Agbano II

Sebastien D. Mlapa IV

ANNEXES^{1/}

- 1) Procès-verbal de délibération du Conseil de la Famille royale de Vogan, du 2 juin 1944.
- 2) Lettre du 6 Décembre 1939 adressée par M. Paul Kalipé au Commissaire de la République Française au Togo.
- 3) Lettre du 27 Août 1945 adressée par M. Paul Kalipé au Président du Tribunal du premier degré d'Anécho.
- 4) Lettre du 7 Octobre 1951 de M. Anénuglo à son père.
- 5) Lettre du 30 juin 1951 adressée par M. Stéphan Adoukoué et 21 autres au Commandant de Cercle d'Anécho.
- 6) Note du 7 juillet 1951 adressée par le Commandant du Cercle d'Anécho à M. Jacob Kalipé.
- 7) Lettre du 16 juillet 1951 adressée par M. Adoukoué Stéphan et 21 autres au Commandant du Cercle d'Anécho.
- 8) Lettre du 6 août 1951 adressée par M. Adoukoué Stéphan et 21 autres au Commissaire de la République française au Togo.

1/ Note du Secrétariat : Le texte complet de ces documents à l'exception des annexes 3 et 4, a déjà été reproduit à la suite de la pétition T/PET.7/267/Add.1 de M. Augustino de Souza.

Le texte des annexes 3 et 4 est reproduit ci-après.

COPIE

Vogan, le 27 août 1945.

Paul Kalipé
Chef du Canton de Vogan (Cercle d'Anécho)

Contre

Le dénommé Jacob KALIFE, demeurant à Vogan.

Objet : Plainte pour pluralité d'infractions.

A Monsieur le Président du Tribunal du premier degré d'Anécho
S/C de Monsieur l'Administrateur des Colonies
Commandant le Cercle d'Anécho.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de déposer la présente plainte contre le dénommé Jacob Kalipé, pour diverses infractions dont je me permets d'énumérer les principaux points :

I. Depuis longtemps, le dénommé Jacob Kalipé, un de mes propres fils m'apportait des ennuis dans l'exercice de mes fonctions de Chef de Canton de Vogan. Il avait écrit contre moi plusieurs lettres anonymes dont les termes étaient de nature à m'exposer à des sanctions administratives plus ou moins graves, ou à des poursuites judiciaires. Une fois déjà, en 1943, j'ai été obligé de le traduire devant le Tribunal du premier degré d'Anécho, pour Dénonciation calomnieuse. Le chef d'accusation relevé à son endroit le fit juger et condamner à la peine de prison. Mais cette peine n'ayant pas été la plus forte, mon fils Jacob Kalipé après l'avoir purgée, rentra à Vogan, conservant son esprit de perturbateur de l'ordre. Il poussait son caprice par ailleurs jusqu'à former un noyau d'acolytes pour entretenir des propos désobligeants sur mon compte. Il était de tout temps le promoteur des désordres du village, s'opposant par ses paroles, ses actes et ses manoeuvres à l'autorité légitime dont j'ai été investi, en ma qualité de chef de Canton.

II. Mon fils Jacob Kalipé était précédemment moniteur suppléant d'agriculture. A cette époque il prenait de l'argent aux gens les autorisant à abattre des palmiers à huile. Il faisait croire aux gens qu'il était habilité à délivrer des

permis d'abattage, sans le visa des Autorités compétentes. J'avais eu soin de signaler tous les actes de Jacob Kalipé à l'Autorité administrative, mais il réussit néanmoins à échapper belle aux sanctions judiciaires par lui encourues car, en tant que fonctionnaire rétribué par le denier public, il eût dû être condamné pour le délit de Concussion.

III. Dernièrement, à cause de la crise économique qui sévissait dans le village, comme partout ailleurs, Monsieur le Commandant du Cercle d'Anécho avait eu la haute bienveillance d'accorder à chacun des propriétaires de palmeraie considérés comme des plus miséreux à abattre une quinzaine de palmiers à huile, afin de leur permettre de satisfaire à leurs besoins les plus pressants. Le geste bienveillant de Monsieur le Commandant de Cercle fut pour Jacob Kalipé l'occasion de s'entremettre de plain-pied. Il ordonnait aux bénéficiaires de l'autorisation du Commandant de Cercle d'abattre davantage de palmiers qu'il ne leur a été permis. C'est bien sur l'ordre de Jacob Kalipé que le dénommé Adjanon avait abattu 64 palmiers à huile, le dénommé Maglo 27, N'mena 59 et beaucoup d'autres gens qui ont été conduits à Zébé comme prévenus. Quelques-uns de ces prévenus avaient déjà versé chacun une somme de 200 frs et avaient réuni 1.000 frs. qu'ils ont remis à Jacob qui leur avait fait la promesse d'étouffer l'infraction qu'ils ont commise. Bien que Jacob Kalipé ait retourné les mille francs aux gens, la tentative d'escroquerie ne devra pas rester impunie. J'attire donc la bienveillante attention du Tribunal sur ce fait.

IV. Mon fils Jacob Kalipé m'a demandé de lui donner un de mes fusils qui ne fonctionnait plus, pour le faire réparer pour moi. Je lui accordai ma confiance en lui remettant le fusil. Mais Jacob après avoir réparé cette arme la vendit à une tierce personne, pour la somme de 300 francs. L'acquéreur de mon fusil mourut et laissa l'arme entre les mains de son fils appelé à recueillir sa succession. Un jour, j'eus la bonne fortune de rencontrer le fils héritier armé de mon fusil que je reconnus sans difficulté aucune. Quoique j'aie repris mon fusil à celui qui le détenait indûment, je suis fondé à déclarer ici que mon fils Jacob Kalipé avait abusé de la confiance que je lui avais accordée pendant que je lui remettais l'arme à réparer. Je demande donc que le Tribunal veuille bien poursuivre le délinquant pour abus de confiance.

V. Comme je l'ai indiqué plus haut, mon fils Jacob Kalipé se permet de réunir de temps en temps, dans le village, un certain nombre de gens qui sont ses acolytes, dans le but d'établir une entente pour préparer ou commettre un attentat un jour ou l'autre contre ma personne. Pour éclairer l'intelligence de cet exposé, je me permets de citer le dénommé Ayissou William que Jacob Kalipé a placé au premier rang de ses acolytes. Le dénommé Ayissou William avait lui aussi donné l'autorisation à deux de ses enfants d'abattre des palmiers à huile, étayé du pouvoir imaginaire que Jacob Kalipé s'arroge. Au cours de l'arrestation des contrevenants, les deux enfants d'Ayissou ont pris la fuite. J'ai dû faire arrêter leurs femmes. Ayissou ayant appris la chose est venu me prier de relâcher les femmes. Mais je n'ai pas cru devoir faire droit à sa demande. Mon refus de relâcher les femmes sans leurs maris rencontra le mécontentement d'Ayissou qui s'est permis de proférer devant témoins des paroles injurieuses à mon égard. Les manifestations publiques émanant d'Ayissou William sont bien du ressort de gens dont Jacob Kalipé est le promoteur. Je prie donc le Tribunal de souligner ces actes qui constituent des faits répréhensibles par le Tribunal compétent.

Par voie de conséquence, je demande la comparution du dénommé Jacob Kalipé devant le Tribunal, pour qu'il réponde de tous les faits dont je me plains. Je sollicite qu'il plaise au Tribunal, après avoir reconnu le bien-fondé de tout ce que j'avance juger et condamner mon fils Jacob Kalipé à la peine la plus forte requise en cas de pluralité d'infractions.

Je demande en outre aux Juges de prononcer l'interdiction de séjour contre ce récidiviste.

Et ce sera justice.

Dans l'espoir que ma plainte sera suivie de la suite équitable qu'elle comporte, j'ai l'honneur de vous prier d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Paul Kalipé	L'Agent d'affaires :
Chef du Canton de Vogan	Signé : AHOVEY
	Ahovéy Sossá Basile
	Anécho-Djamadji

Pour copie conforme : signé (illisible)

COPIE

Vogan, le 7 Octobre 1941.

à Mon Vénéré Père,

Par le pardon qu'un enfant doit demander à son père, je viens à vous comme un paralytique à la source même de la santé, comme un besogneux à un bienfaiteur, comme un enfant à son père. L'enfant ne dit plus qu'il pardonne à son père la faute que celui-ci lui a commise; mais, par contre, c'est le père qui dit qu'il pardonne à son enfant, la faute que ce dernier a commise contre lui. Tout le mal que j'ai commis envers la maison, vous êtes le roi de la cité, le pouvez-vous pas le régler? Regardez comme la maison entière est en travail, et la cité finira par nous regarder le dessous. Considérez que c'est depuis mon retour de Nuadja, que la cité (la population) s'est soulevée contre la maison, mais regardez comment vous avez arrangé la situation. Même le ramasseur de bois de chauffage arrive à manger.

Sachez qu'il en sera de même demain; l'un quelconque de nos frères que vous-même chargerez de la maison, à la condition seulement que nous soyons unis et d'accord, nous aiderons, pour que, si les ennemis se lèvent contre nous, nous puissions le vaincre.

Mais, si par contre déjà nous-même, nous levons vontre nous-mêmes, et qu'il n'y ait personne pour arbitrer, alors comment ferons-nous pour vaincre l'ennemi?

Quant à moi, je pense que, si vous qui êtes notre père, si vous vous levez aujourd'hui pour vouloir que la maison doive rester dans le calme, je crois que la maison demeurera dans le calme.

Quant à moi, je vois que si la maison ne possède pas l'union et que frère doive se lever contre frère, nous risquons de faire du mal, de coucher la maison sur le visage. Ce que l'on appelle la jalousie, c'est un sentiment qui gâte tout; faites en sorte que la maison ne demeure pas que dans la jalousie; et ce que l'on appelle le mensonge et la calomnie, c'est cela qui détruit les maisons. Ne croyez pas qu'à condition que je fréquente seulement quelqu'un que je lui livre jamais les secrets de la maison. Si je fais ainsi, n'talè-je pas le dessous de la maison ou mon propre dessous aux autres? Mais, par contre si quelqu'un veut me pousser dans la rivière, pour me noyer, je me sauverai moi-même, ce qui, d'ailleurs ne m'amènera pas à mal parler sur la maison; pourvu que ce ne soit du mal que fasse quelqu'un

pour nous exposer devant le public, il n'y a pas d'histoire. Par ce qui vient d'arriver, il semble que Blancs et Noirs, tous nous ont connus, ainsi que la conduite de la maison. Puisque c'est par le souci de m'occuper de la maison, que la guerre s'est déclenchée à nouveau, j'ai même quitté le travail pour venir cultiver la terre.

Mais je vous prie de faire en sorte que nous vos enfants demeurions dans la paix, et que l'amour que le père doit avoir pour ses enfants soit un, pour que la maison rentre dans le repos.

Je m'arrête ici avec salutations.

Moi, votre fils

Amenuglo.

Tout royaume qui se lève contre lui-même sera détruit. Si je ne dois pas devenir chef, est-ce par la prison que je passerai tout d'abord ? Faites que nous demeurions ensemble, autrement il paraîtra à celui qui ne comprend pas que c'est vous-même qui nous avez mis les batons entre les mains, les uns contre les autres, nous qui sommes vos enfants.

(Lettre traduite de la langue EWE en français)

LE TRADUCTEUR

Signé : Illisible.
